

## ACTUALITÉS



GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

Des réactions de colère et de désespoir n'avaient pas tardé à éclater après que le DPCP eut annoncé qu'il n'y aurait aucune poursuite à la suite d'allégations visant des policiers de la SQ à Val d'Or.

## AUTOCHTONES

## La commission Viens suscite attentes et optimisme dans les communautés

SARAH R. CHAMPAGNE

On l'avait réclamée, à défaut d'obtenir des accusations: la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics du Québec amorce ses travaux lundi à Val-d'Or. Elle doit porter sur les 15 dernières années et les pratiques discriminatoires ou traitements différenciés dans six services publics: police, prisons, justice, santé et services sociaux et protection de la jeunesse.

Viviane Michel, la présidente de Femmes autochtones du Québec, entrevoit ces audiences avec optimisme. Après plusieurs rencontres avec l'équipe désignée par le gouvernement, elle a constaté son souci de transmettre l'information sur son fonctionnement, ses délais, ses participants, dit-elle. Des séances de cette commission sont pour l'instant prévues à Val-d'Or jusqu'au 20 juin. La Commission se réserve la possibilité de visiter d'autres communautés autochtones touchées ailleurs au Québec, une ouverture saluée par M<sup>me</sup> Michel.

Le mandat est certes large, reconnaît Françoise Ruperthouse, membre du conseil de bande de Pikogan, mais il restera encore des zones d'ombre. «On se rend compte que nos droits ancestraux sont négligés», dit-elle, citant l'exemple d'hommes qui se plaignent d'être arrêtés en forêt par des agents de la faune. M<sup>me</sup> Ruperthouse affirme elle aussi avoir pleine confiance dans les personnes sélectionnées pour siéger à cette commission, dont le président, Jacques Viens, avec qui elle a pu discuter.

La colère des derniers mois

ne s'est cependant pas totalement évanouie. «Il ne faut pas oublier non plus que c'est grâce aux femmes violentées qui ont dénoncé [leurs agresseurs] qu'on en est là. Il faut continuer à travailler pour ces femmes-là, rappelle-t-elle. C'est pas juste, ce n'est pas équitable et c'est flagrant.»

Le 18 novembre dernier, le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) annonçait qu'il n'allait engager aucune poursuite contre les policiers de la Sûreté du Québec (SQ) à Val-d'Or. Les preuves pour porter des accusations de sévices sexuels, d'intimidation et d'abus de pouvoir contre six patrouilleurs suspendus après la diffusion d'un reportage de l'émission *Enquête* avaient été jugées insuffisantes. Des réactions de colère et de désespoir n'avaient pas tardé à éclater.

L'observatrice civile indépendante Fannie Lafontaine avait conclu à une enquête du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) «impartiale», mais «insuffisante», puisque cette crise sociale était marquée «par des enjeux plus collectifs et plus systémiques».

Après avoir refusé durant des mois de déclencher une telle commission indépendante, sous prétexte qu'Ottawa en avait déjà créé une, le premier ministre Philippe Couillard en a fait l'annonce en décembre dernier.

L'Association des policières et policiers provinciaux du Québec (APPQ) a quant à elle réitéré à plusieurs reprises son opposition à la tenue d'une telle commission, puisqu'à son avis, celle-ci «ne ferait qu'exacerber les tensions déjà existantes» entre les policiers et les autochtones.

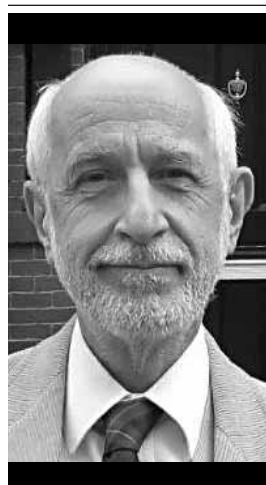
Le Devoir

## PQ: un programme contre la pauvreté

Le Parti québécois mandate trois de ses députés pour réaliser une tournée de la province afin d'élaborer un programme de lutte contre la pauvreté, a annoncé son chef Jean-François Lisée, dimanche. À l'occasion d'un point de presse à Montréal, M. Lisée a révélé l'équipe baptisée «Solidarité en action», qui comprend les députés Catherine Fournier, Dave Turcotte et

Harold Lebel. Jean-François Lisée se croit «fidèle à la tradition» de son parti en cherchant à s'attaquer aux inégalités. Par ailleurs, interrogé sur le déclin du nombre de membres du Parti libéral du Québec, Jean-François Lisée a avancé que les chiffres traduisent «la déconnexion des libéraux par rapport aux priorités des Québécois». Si le PLQ ne compte plus que 30 000 membres, l'effectif péquiste se situe pour sa part à 80 000, a-t-il tenu à souligner.

La Presse canadienne



### Congédié?

Voyez  
**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

# La CSN revoit ses stratégies après avoir perdu 20 000 membres

« Il faut parler de politique dans les milieux de travail », affirme son président

AMÉLIE  
DAOUST-BOISVERT

Encore sous le choc de la perte de 20 000 membres dans le secteur de la santé, la Centrale des syndicats nationaux (CSN) s'attelle à se rapprocher des préoccupations de ses membres dans le but avoué de «se débarrasser de l'austérité libérale au Québec» aux prochaines élections, affirme son président, Jacques Létourneau.

En entrevue avec *Le Devoir* en vue du congrès de la CSN qui se déroulera à Montréal du 5 au 9 juin, M. Létourneau explique que la grande centrale syndicale souhaite adopter une démarche différente pour l'élaboration de sa plateforme de revendications pour les élections, qui doivent avoir lieu à l'automne 2018.

«On ne se mêle pas de politique partisane, mais tout le reste, on va le faire», lance M. Létourneau. L'objectif est de convaincre les militants et les militantes que, plus que jamais, il faut parler de politique dans les milieux de travail. Il faut faire comprendre aux travailleurs que, même si tu es dans le milieu de l'éducation, ce qui se passe dans l'usine d'à côté te rejoint nécessairement.»

Cet automne, les assemblées générales des syndicats affiliés à la CSN seront invitées à transmettre une ou deux de leurs préoccupations à la centrale. «On veut que les travail-

leurs, monsieur madame Toutle-Monde, se prononcent pour parler d'autre chose que de la convention collective et des griefs», explique M. Létourneau. «On veut se rapprocher de leur réalité. Par exemple, les employés de la SAQ sont peut-être préoccupés par la déréglementation de la vente d'alcool. On dit aux gens, la revendication que vous allez identifier, on va la porter, et on va créer un effet de mouvement pour interpellier les partis politiques.»

Jacques Létourneau, président de la CSN

Lors de son congrès, la CSN souhaite voir adopter un manifeste qui identifie cinq axes prioritaires de revendication, soit la sécurisation du revenu tout au long de la vie, la création d'emplois de qualité, la lutte contre les changements climatiques, la consolidation des services publics et le renforcement de la démocratie.

Ces objectifs sont accessibles à «n'importe quel gouvernement progressiste», insiste M. Létourneau. Mais il ne

nourrit pas beaucoup d'optimisme à l'égard du Parti libéral du Québec (PLQ). «Le PLQ, ce n'est pas nécessairement le parti des travailleurs, de la classe moyenne et encore moins des plus démunis», glisse-t-il.

### Les causes de la défaite

C'est en grande partie la déconfiture de la centrale lors du grand maraudage dans le secteur de la santé, ce printemps, qui la force à réviser ses stratégies. La CSN a perdu 20 000 membres dans le réseau de la santé, sur un total de 120 000, principalement au profit des syndicats spécialisés que sont la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) du côté des infirmières et autres professionnelles en soins, ainsi que l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), qui représente des professionnels de la santé.

Le congrès sera l'occasion d'une introspection sur le sujet. «On va se dire nos quatre vérités. Mais il faut vite se remettre sur nos deux pieds, on ne passera pas un ou deux ans à gratter le bobo», plaide le syndicaliste. La centrale doit amputer son budget de 10%, soit 26 millions de dollars d'ici 2020, pour l'équilibrer. Des emplois sont en jeu. «On a travaillé à minimiser les effets sur les services aux membres», assure M. Létourneau, «on a tout revu de la direction à la base.»

Où est le problème? «Est-ce que ce sont les services, le message politique qui ne passe pas, le type de syndicalisme qu'on propose, les cotisations? Quand tu perds, tu dois accepter de te poser des questions.»

Il est de plus en plus difficile de pratiquer le «syndicalisme de combat», concède-t-il. «C'est vrai qu'on a l'image de se mêler beaucoup de politique. On est un peu victime de ce qu'on a construit, historiquement, dans un contexte de montée de l'individualisme. Mais je fais le pari que c'est un modèle qui tient encore la route.» S'il y a une chose qu'il veut rappeler aux travailleurs, dit-il, «c'est que la force de représenter toutes les catégories d'emploi, c'est que la cotisation des professeurs d'université aide à organiser des travailleurs chez Couche-Tard. C'est ça la solidarité.»

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jacques Létourneau est président de la Centrale des syndicats nationaux depuis octobre 2012.

## Alain Fortier devient président de la Fédération des commissions scolaires du Québec

AMÉLI PINEDA

Élu président de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), Alain Fortier s'est fixé comme objectif de réconcilier les différents partenaires du milieu de l'éducation.

L'homme de 54 ans, qui était président de la commission scolaire des Découvreurs à Québec, a été élu samedi à la tête de la FCSQ à l'occasion du congrès annuel de la fédération. Il succède à Josée Bouchard qui était présidente de

l'organisation depuis 2009.

Tandis que le passage de sa prédecesseure a été marqué par plusieurs batailles pour justifier le rôle des commissions scolaires et assurer leur survie, M. Fortier estime qu'il est temps de «changer de ton».

«Je souhaite qu'on passe à autre chose et je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que c'est derrière nous. L'importance des commissions scolaires a été comprise et c'est à notre avantage de tendre la main aux différents partenaires, allant des parents au ministre de

l'Éducation», indique-t-il.

En mai 2016, après des mois de tergiversations, le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, abandonnait complètement le controversé projet de loi 86, qui visait à réformer la gouvernance scolaire, en mettant notamment fin aux élections scolaires.

Le changement de ton doit passer, selon M. Fortier, par une preuve d'ouverture de chacune des commissions scolaires. «Lorsqu'un ministre prescrit une grande orientation, je ne crois pas qu'on soit gagnant de dire que ça n'a pas de bon sens et de se casser du sucre sur le dos sur la place publique», dit-il. Je crois plutôt au dialogue et à l'écoute pour voir de quelle façon on peut travailler en complémentarité.»

### La «réalité locale»

M. Fortier assure être tout de même conscient que les campagnes électorales municipales et provinciales ramèneront plusieurs enjeux touchant les com-

missions scolaires sur la scène politique. «Je n'aime pas utiliser le mot lutte ou bataille, mais si c'est nécessaire, c'est certain que je vais prendre mon bâton de pélerin», affirme-t-il.

«Nous [les commissions scolaires] sommes les yeux et les oreilles de la réalité locale. On est les gardiens de l'équité des services auprès des élèves.»

Il donne l'exemple de la commission au sein de laquelle il a été président et où chaque établissement scolaire avait sa réalité. «Ma commission couvrirait Sainte-Foy et Cap-Rouge. J'avais une école où la plupart des élèves avaient des parents nés au Québec et un très haut taux de littératie, et j'en avais une autre où les enfants avaient des parents immigrants. Quand on travaille sur l'aide au devoir, il faut comprendre que la première école n'a pas besoin du même niveau d'aide que la deuxième. Un conseil de commissaires scolaires, c'est justement ce que ça fait», conclut-il.

Le Devoir

<b>LOTTO QUÉBEC</b> Résultats des tirages du : 2017-06-03 649 07 12 32 45 compl. 36 40 44 + 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 30673437-02 Prochain gros lot (approx.) : 12 000 000 \$ + 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$		<b>LOTTO QUÉBEC</b> Résultats des tirages du : 2017-06-03 499 01 12 30 15 compl. 31 43 44 Extra 2355283	
<b>LOTTO MAX</b> Résultats complets sur lotoquebec.com Prochain gros lot (approx.) : 15 000 000 \$		<b>LOTTO QUÉBEC</b> Résultats des tirages du : 2017-06-02 Extra 0042259	

En cas de départ en ligne cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.